



Rapport de l'Exercice
Geschäftsbericht
Annual Report

1986

Deutsche Bank Luxembourg S.A.



Deutsche Bank Luxembourg S.A.



– Jahresabschluß 1986 in Deutscher Mark –

Die Bilanz zum 31. Dezember 1986 sowie die Gewinn- und Verlustrechnung für das Jahr 1986 sind hier zu informativen Zwecken in Deutsche Mark umgerechnet worden.

Die Bilanzwährung ist der Luxemburgische Franken.

Deutsche Bank Luxembourg S. A.

Aktiva

	DM	DM	31. 12. 1985 in 1000 DM
Umlaufvermögen			
Flüssige Mittel:			
Kassenbestand, Postscheckguthaben, Guthaben bei Zentralbanken	53.893.930		30
Forderungen an Kreditinstitute, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat	<u>2.877.444.148</u>		1.410.546
		2.931.338.078	1.410.576
Forderungen an Kreditinstitute mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat		10.836.654.601	10.293.002
Wechsel		23.530.254	83.851
Forderungen an Kunden		7.890.965.069	11.352.370
Wertpapiere:			
Schuldverschreibungen ausländischer öffentlicher Stellen	1.301.287.228		1.409.281
andere festverzinsliche Wertpapiere	452.837.332		272.080
andere Wertpapiere	<u>235.789.256</u>		203.076
		1.989.913.816	1.884.437
Sonstige Aktiva und Rechnungsabgrenzungsposten		420.356.160	608.292
Anlagevermögen			
Beteiligungen		18.849.942	14.580
Grundstücke und Gebäude:			
Anschaffungswert	4.779.097		4.779
% Abschreibungen	<u>632.003</u>		480
		4.147.094	4.299
Betriebs- und Geschäftsausstattung		1.746.871	1.571
		24.117.501.885	25.652.978

Bilanz zum 31. Dezember 1986

Passiva

	DM	DM	31. 12. 1985 in 1000 DM
Fremde Mittel			
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat		6.882.830.976	10.741.908
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat		8.514.405.561	9.145.347
Verbindlichkeiten aus dem Bankgeschäft gegenüber anderen Gläubigern:			
täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat	2.350.850.067		849.679
mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat	<u>2.279.834.812</u>		420.091
		4.630.684.879	1.269.770
Schuldverschreibungen		1.075.331.002	1.199.827
Sonstige Verbindlichkeiten		133.406	98
Sonstige Passiva und Rechnungsabgrenzungsposten		435.936.564	905.774
Bedingtes Fremdkapital			
Nachrangige Darlehen		388.160.000	313.708
Eigene Mittel			
Grundkapital	154.700.000		154.700
Gesetzliche Rücklage	15.470.000		15.470
Sonderrücklage	91.630.000		91.630
Freie Rücklage	<u>223.720.000</u>		188.306
		485.520.000	450.106
Rückstellungen und Wertberichtigungen		1.668.712.510	1.590.740
Ergebnisrechnung			
Gewinnvortrag	86.987		—
Gewinn des Geschäftsjahres	<u>35.700.000</u>		35.700
		35.786.987	35.700
		<u>24.117.501.885</u>	<u>25.652.978</u>
Bilanzvermerke			
Kreditzusagen (nicht ausgenutzt)		1.821.252.591	2.631.807
Verbindlichkeiten aus Bürgschaften		3.116.376.041	3.461.791

Gewinn- und Verlustrechnung

für die Zeit vom 1. Januar 1986 bis 31. Dezember 1986

	DM	DM	1985 in 1000 DM
Aufwendungen			
Zinsen und Provisionen		1.110.801.302	1.622.733
Allgemeine Kosten:			
Personalaufwendungen	8.067.226		7.041
Steuern und steuerähnliche Abgaben	23.804.578		23.836
Sachaufwand für das Bankgeschäft	<u>2.985.837</u>		2.711
		34.857.641	33.588
Rückstellungen und Wertberichtigungen		208.090.238	242.947
Abschreibungen		880.092	761
Sonstige Aufwendungen		142.240.257	341
Gewinn des Geschäftsjahres		35.700.000	35.700
		<u>1.532.569.530</u>	<u>1.936.070</u>
Erträge			
Zinsen und Provisionen		1.311.460.921	1.862.750
Sonstige Erträge		103.201.102	53.575
Auflösung von Rückstellungen und Wertberichtigungen		117.898.477	19.740
Außerordentliche Erträge		9.030	5
		<u>1.532.569.530</u>	<u>1.936.070</u>

Rapport de l'Exercice 1986

Geschäftsbericht für das Jahr 1986

Report for the Year 1986

Deutsche Bank Luxembourg S.A.



Société Anonyme

Siège social: 25, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Registre de Commerce Luxembourg No B 9164

Téléphone: 46 81 81

Télex: 2748 Service arbitrage

2772 Service crédits

Câble: deutschbanklux

Table des matières
Inhaltsverzeichnis
Contents

	Page
Rapport du Conseil d'Administration	7
Rapport des Réviseurs d'Entreprises	13
Bilan	14
Compte de Profits et Pertes	16
	Seite
Bericht des Verwaltungsrates	17
Bericht der Wirtschaftsprüfer	22
Bilanz	24
Gewinn- und Verlustrechnung	26
	Page
Report of the Board of Directors	27
Report of the Independent Auditors	31
Balance sheet	32
Profit and Loss Account	34

**Membres
du Conseil d'Administration**

**Commissaire
de Surveillance**

Dr. Ulrich Weiss
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Président

Hilmar Kopper
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Vice-Président

Werner Blessing
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Administrateur

Dr. Richard Hacker
Administrateur
(jusqu'au 31 décembre 1986)

Dr. Klaus Mertin
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Administrateur
(à partir du 15 avril 1986)

Dr. Ekkehard Storck
Administrateur-délégué

Dr. Klaus Mertin
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
(jusqu'au 15 avril 1986)

Direction

Dr. Ekkehard Storck
Administrateur-délégué – Directeur Général

Kurt Geyer
Directeur Adjoint

Wolfgang Matthey
Directeur Adjoint

Wolfgang Ströher
Directeur Adjoint

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 avril 1987 sur l'exercice 1986

Mutations structurelles sur les marchés financiers internationaux

Les marchés financiers internationaux n'ont rien perdu de leur dynamisme l'an dernier. D'une part, l'expansion globale des marchés s'est poursuivie au même rythme. Le volume de l'ensemble des financements internationaux nouvellement convenus (y compris les placements d'euroactions), tel qu'il a été recensé par l'OCDE, s'est accru de près de 96 milliards de dollars US pour atteindre 376 milliards au total. D'autre part, l'évolution des marchés a été marquée par le processus continu de mutations structurelles :

- La *tendance* persistante à la *matérialisation* des crédits par des titres («*securitization*») a fait en sorte que les activités internationales ont continué à se tourner plutôt vers les financements sur les marchés financiers et monétaires au détriment des crédits syndiqués. En 1986, les nouveaux concours ont été fournis à 87% par le biais des marchés monétaires et financiers, le pourcentage correspondant de 1983 étant encore de 56%.
- Vu la volatilité considérable des taux d'intérêt et de change, les opérateurs ont manifesté un besoin accru d'instruments couvrant leurs risques sur ce plan. Cette *tendance à la «futurisation»* s'est traduite par un recours de plus en plus fréquent aux «*forward rate agreements*», «*futures*» et options.
- La *globalisation* des activités financières est allée de pair avec une intégration croissante des marchés nationaux et internationaux. La poursuite des mesures de déréglementation et de libéralisation observée dans de nombreux pays en 1986, notamment en Europe et au Japon, a encore supprimé des barrières entravant les flux monétaires et financiers internationaux. Par ailleurs, le processus d'intégration a été stimulé par l'expansion de plus en plus marquée des techniques d'information et de «*trading*».

Le marché des «*euronotes*» en mouvement

Atteignant un volume de facilités nouvellement convenues d'environ 91 milliards de dollars US (68 milliards en 1985), le marché des «*euronotes*» a connu une forte progression en 1986. L'évolution a été très différenciée pour les divers instruments. Les «*euro-note facilities*» nouvellement ouvertes assorties d'une garantie – surtout les «*note issuance facilities*» – ont reculé de 41% pour tomber à 21 milliards de dollars US. Ceci est dû essentiellement aux ratios de couverture des risques imposés par les autorités de contrôle pour les crédits ouverts par les banques dans le cadre de ces facilités. Le volume de nouveaux programmes d'«*euro-commercial paper*» a par contre plus que quintuplé par rapport à l'année précédente, passant à quelque 56 milliards de dollars US en 1986. Cet instrument offre aux émetteurs la possibilité de couvrir à des coûts avantageux et de manière souple leurs besoins de liquidités de pointe. La rapide expansion de ce secteur du marché s'explique entre autres par la création, l'an dernier, de nouveaux marchés nationaux pour le papier commercial, par exemple aux Pays-Bas, en France et en Grande-Bretagne, ce qui a suscité l'intérêt d'émetteurs et d'investisseurs nouveaux pour cette formule de financement.

A l'automne 1986, un nouvel instrument de financement matérialisé par des titres, les «*medium term notes*», est apparu sur l'euromarché; vu les échéances des notes de 1 à 5 ans, cet instrument comble la lacune entre l'«*euro-commercial paper*» à court terme et les financements euro-obligataires à long terme. Enfin, on retrouve les éléments essentiels des formules de financement instrumentalisées dans les financements à caractère de «*package*» qui font toujours l'objet d'une vive demande et qui offrent aux emprunteurs un maximum de souplesse en matière de choix de l'échéance et de la monnaie ainsi que sous l'aspect des coûts de financement.

On ne peut pas renoncer aux eurocrédits traditionnels

L'incorporation inchangée des eurocrédits traditionnels dans les financements à caractère de «*package*»

démontre à elle seule que cette formule de financement demeure un élément fixe de la gamme offerte par les eurobanques. En 1986, les eurocrédits syndiqués à moyen et long terme nouvellement conclus totalisaient 50 milliards de dollars US, accusant une baisse d'un peu plus de 3 milliards par rapport à l'année précédente. Il convient toutefois de remarquer que pour les opérations effectivement nouvelles (donc à l'exclusion des restructurations de crédits déjà consentis antérieurement) on constate une augmentation de 4 milliards de dollars US, portant leur volume total à environ 36 milliards.

Il s'y ajoute que le volume des facilités innovatrices convenues simultanément, c'est-à-dire des facilités cautionnées par des lignes de crédit de banques, a de nouveau été sensiblement dépassé. Les ouvertures d'eurocrédits syndiqués en faveur de débiteurs des pays industrialisés ont atteint l'an dernier 32 milliards de dollars US (en termes bruts), soit le volume annuel le plus important enregistré depuis 1982; leur part dans l'ensemble des ouvertures de concours est passée à 65%.

De nombreux débiteurs préfèrent toujours une relation de crédit directe avec les banques à l'émission de titres du marché financier ou monétaire où les créanciers restent généralement anonymes. Ce sont en premier lieu les risques de placement supplémentaires liés aux formules de financement innovatrices qui incitent les emprunteurs à recourir de nouveau à l'instrument souple de l'eurocrédit qui a fait ses preuves. C'est notamment dans le secteur des financements de grands projets, nécessitant des fonds considérables, que les eurocrédits semblent appropriés en tant qu'instruments de financement sur mesure permettant une utilisation et un amortissement à long terme et par tranches échelonnées.

Conséquences de la vive concurrence

La concurrence s'est encore intensifiée l'an dernier dans le secteur des eurocrédits. Du fait de l'entrée en compétition des instruments de financement matérialisés par des titres, il a fallu adapter les conditions en-

core davantage aux taux du marché monétaire. A cela est venue s'ajouter la présence croissante de banques internationales, tant sur les places centrales de l'euro-marché que sur les marchés nationaux. Les emprunteurs très convoités ont de nouveau profité considérablement de la vive concurrence et du niveau avantageux des intérêts pour restructurer des engagements contractés antérieurement.

Devant cette toile de fond, la marge moyenne des eurocrédits à moyen et long terme, calculée par l'OCDE, a encore fléchi nettement en 1986, soit de 0,2 point pour tomber à 0,4%. Certains débiteurs des nations industrialisées ont pu imposer des marges dépassant de quelques points de base seulement (1 point de base = 0,01%) le coût de refinancement des banques, tandis que les marges des crédits aux pays en développement se situaient entre ¼% et 1½%. La concurrence a, dans bien des cas, entraîné des conditions qui ne sont plus acceptables sous l'aspect des risques.

Toujours pas de solution pour les problèmes de l'endettement international

Les créances des bailleurs de fonds privés et publics envers 10 pays importants procédant au rééchelonnement de leurs dettes ont atteint quelque 430 milliards de dollars US à la fin de 1986, soit environ 100 milliards de plus qu'en 1981. Le faible niveau des intérêts observé l'an dernier a sensiblement réduit les charges des pays fortement endettés, certes, mais cet effet a été partiellement compensé par d'autres facteurs. La décélération de la croissance des pays industrialisés de l'Occident, par exemple, a affecté les possibilités d'exportation des pays débiteurs, tout comme la recrudescence du protectionnisme. En plus, les rentrées de devises des pays exportateurs de pétrole ont en partie chuté de manière spectaculaire à la suite de l'effondrement des prix pétroliers.

En septembre 1986, un train de mesures de soutien financier, s'accompagnant d'un programme de réformes économiques, a été négocié et mis en place pour le Mexique. Avec un apport prévu de «fresh mo-

ney» de 7,7 milliards de dollars US de la part des banques créancières, il s'agit là de la plus vaste opération de ce genre. Des accords de rééchelonnement ont été conclus avec plusieurs autres pays en voie de développement.

La transformation de crédits bancaires en cours en capital-risque dans le cadre de «debt equity swaps» a gagné en importance. La question de savoir si l'on pourra davantage recourir à l'avenir à cette technique de gestion des dettes – d'une ampleur relativement limitée – qui apporte des avantages à toutes les parties concernées, dépendra en fin de compte de la politique des gouvernements des pays débiteurs susceptible de créer une atmosphère de confiance ainsi que de la disposition des investisseurs internationaux à s'engager dans ces pays.

La baisse des taux de l'eurodollar se poursuit

En 1986, les taux d'intérêt des principales eurodevises ont encore baissé par rapport à l'année précédente, ce qui traduit la très grande abondance de liquidités sur le marché. Les taux de l'eurodollar à trois mois s'établissaient en fin d'année à 6½%, accusant une baisse d'un peu plus de 1½ point par rapport à fin 1985; leur niveau le plus bas (5¾%) a été enregistré début septembre. Pour le deutschemark et le franc suisse, les taux de l'euromarché se situaient en général entre 4% et 5%. L'écart entre les taux d'intérêt du dollar US et du deutschemark s'est réduit de moitié dans le courant de l'année, revenant à 1½ point.

Réorientation de la place financière de Luxembourg

Le total cumulé des bilans de l'ensemble des banques opérant à Luxembourg s'est accru l'an dernier de 5%, atteignant la contre-valeur de 381 milliards de DM. Simultanément, le nombre des établissements implantés sur cette place est passé de 118 à 122. Avec un encours d'eurocréances de 128 milliards de dollars US, selon les statistiques de la Banque des Règlements Internationaux, Luxembourg continuait à occuper en septembre 1986 la troisième place en Europe.

A côté des eurocrédits traditionnels, dont l'évolution a été modérée, d'autres secteurs d'activité gagnent de plus en plus en importance. On assiste surtout à un développement des opérations sur titres et des opérations avec la clientèle privée. Sur ce plan, l'environnement général favorable aux investisseurs ainsi que la présence directe des banques sur l'euromarché se sont avérés particulièrement avantageux.

Le récent réaligement des taux de change a encore souligné l'importance majeure du deutschemark pour les euroactivités à Luxembourg. Dans le courant des douze mois qui se sont écoulés jusqu'à fin septembre 1986, la part de la devise allemande dans l'ensemble des créances en monnaies étrangères détenues par les banques de la place est passée de 39% à près de 41%, tandis que, pendant la même période, la part du marché du dollar US est tombée de 39% à tout juste 34%; à l'échelle mondiale, ces deux devises avaient respectivement une part de marché d'environ 9% et de 74% à la date indiquée.

En vue de renforcer la compétitivité de la place financière, le gouvernement luxembourgeois a adopté l'an dernier un vaste train de mesures fiscales. Celui-ci prévoit, entre autres, une réduction progressive de l'impôt sur les sociétés, qui sera ramené à 36% d'ici 1988, ainsi qu'une suppression de la taxe d'abonnement qui entrave l'émission de titres. Ces mesures sont de nature à assurer la stabilité de la place financière et de donner de nouvelles impulsions aux affaires.

Développement des activités de notre banque

Ayant commencé, au printemps 1987, à étendre nos activités aux opérations avec la clientèle privée, notre banque sort du cadre traditionnel de financement d'opérations à caractère international qui était jusqu'à présent le nôtre. Dans ce contexte, une Assemblée Générale Extraordinaire a décidé, en date du 16 mars 1987, de changer la dénomination de notre banque de Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg en

Deutsche Bank Luxembourg S.A.

Ce nouveau secteur d'activité nous permet, dans un premier temps, d'offrir les services suivants à la clientèle privée pour les placements à orientation internationale:

- placements de trésorerie,
- placements en titres et
- placements en or.

Vers la fin de cette année, la gamme des services offerts s'étendra aussi à la gestion de patrimoines.

En complément des activités de notre société mère, nous continuerons à opérer dans les secteurs suivants:

- montage d'eurocrédits,
- collecte de moyens de financement à des conditions compétitives à l'échelle internationale,
- opérations de trésorerie sur l'euromarché inter-bancaire et
- opérations sur titres.

Afin d'élargir l'assise de nos affaires, nous avons l'intention de construire, dans un avenir prévisible, un immeuble dans le centre de la ville de Luxembourg.

Notre 16^e exercice clos le 31 décembre 1986 a encore été marqué par la dépréciation du dollar US. Le total du bilan s'est réduit de 6,0% par rapport à fin 1985, revenant à 507 milliards de Flux (24,1 milliards de DM). Ce recul est dû entièrement à l'évolution du cours de la devise américaine.

Nos activités ont continué à se concentrer sur le secteur du crédit. Vu la compression des affaires en termes réels, surtout dans le secteur des opérations à court terme traitées avec la clientèle, le volume des crédits s'est réduit de 15,2%, s'établissant à 365 milliards de Flux (17,4 milliards de DM). Leur part dans l'ensemble des opérations d'actif est revenue à 72%, contre 80% l'année précédente.

Les crédits accordés aux banques, qui ont atteint 199 milliards de Flux (9,5 milliards de DM) à la date de clôture du bilan, dépassant ainsi de 4,4% leur volume de 1985, représentent, pour la première fois, le poste

le plus important de notre portefeuille de crédits. Les crédits à la clientèle ont, par contre, enregistré un recul sensible de 30,5%, revenant à 166 milliards de Flux (7,9 milliards de DM), du fait que des opérations spéciales à court terme traitées avec des clients internationaux sont arrivées à échéance et que l'octroi de crédits à des emprunteurs en République fédérale d'Allemagne a diminué. Cette mutation structurelle du volume des crédits s'explique tout d'abord par l'importance traditionnelle de nos opérations de crédit avec les pays à économie dirigée – où nos partenaires sont exclusivement des banques – et par l'intérêt croissant de la clientèle non bancaire pour les instruments de financement innovateurs, domaine où nous restons délibérément réservés.

Abstraction faite du changement de parité du dollar US, les opérations de crédit internationales à long terme se sont à nouveau stabilisées après avoir reculé au cours des années précédentes. Vu la situation du marché et des risques, notre banque a continué à mener une politique très sélective dans ce secteur. L'an dernier, nous avons fait fonction de chef ou co-chef de file pour l'octroi de crédits à l'ENEL (400 millions de \$ US), à la Banque Nationale de Hongrie (300 millions de \$ US), à l'Electricité de France (800 millions de \$ US) et à l'International Investment Bank (250 millions de \$ US).

Par ailleurs, nous avons pu développer nos activités de trésorerie et intensifier les opérations sur titres. Dans ce contexte, les placements de trésorerie auprès de banques ont été portés à 90 milliards de Flux (4,3 milliards de DM) au 31 décembre 1986. Le portefeuille-titres est passé à 42 milliards de Flux (2,0 milliards de DM), compte tenu avant tout des aspects de standing et de rentabilité.

Notre portefeuille comprend essentiellement des bons et obligations d'émetteurs publics. Pour l'évaluation des titres, nous avons appliqué, comme toujours, le principe de la plus faible valeur. Conformément aux dispositions régissant l'établissement des bilans, ce poste comprend également l'encaisse métallique constituée en couverture de nos certificats-or en circulation.

L'accroissement du portefeuille de nos participations de 90 millions de Flux (4,3 millions de DM) concerne la Société Européenne des Satellites S.A., Luxembourg, dont nous avons acquis 7,4% du capital en 1985. La Banque de Luxembourg S.A., Luxembourg, qui pratique le «retail banking» et dont nous détenons 25% du capital, a de nouveau clôturé son exercice sur de bons résultats. Malgré nos propres activités, nous poursuivrons et développerons notre étroite coopération avec elle.

Le poste «Divers» à l'actif englobe, tout comme sa contrepartie au passif, principalement les intérêts à recevoir et les intérêts dus à la date de clôture du bilan.

Se chiffrant à 323 milliards de Flux (15,4 milliards de DM), les fonds empruntés auprès des banques sur l'eumarché constituaient la principale source de refinancement. Leur part dans l'ensemble des fonds de tiers a cependant nettement régressé, revenant de 89% à 72%, du fait qu'une grande partie des besoins de financement a pu être couverte pour la première fois par des dépôts de la clientèle. A la fin de 1986, les engagements envers la clientèle ont plus que triplé, atteignant 97 milliards de Flux (4,6 milliards de DM) à la suite de la collecte de dépôts à terme d'entreprises industrielles. Ce poste englobe les engagements de livraison découlant des certificats-or émis par notre banque à hauteur de 4,9 milliards de Flux (235 millions de DM). Le résultat des placements s'est amélioré par rapport à l'année précédente.

Nos titres de créance subordonnée n'étant plus assimilables à des fonds propres, ce poste a été étoffé par de nouveaux fonds, toutefois sans nécessité directe. Après autorisation de l'Institut Monétaire Luxembourgeois, un montant partiel de 4,1 milliards de Flux (194 millions de DM) est assimilable à des fonds propres.

La politique d'optimisation de la collecte de ressources, menée au cours des dernières années sous forme de refinancement à long terme lié à des swaps, a eu l'an dernier des répercussions positives sur la situation bénéficiaire. Le compte de résultats a évolué de manière satisfaisante dans l'ensemble à la suite de

cette mesure et d'autres dispositions axées sur les impératifs de rentabilité. En dépit de son volume d'affaires en baisse, notre banque a réalisé en 1986 un bénéfice d'exploitation sensiblement comparable à ceux des années précédentes.

Ce résultat nous a permis de poursuivre systématiquement le provisionnement des risques des opérations de crédit internationales, étant donné que certains risques-pays ont dû être évalués selon des critères nettement plus rigoureux face à la crise de l'endettement qui n'a toujours pas trouvé de solution. Comme les années précédentes, nous avons évalué les risques de certains pays problématiques d'après des coefficients de risques valables uniformément pour l'ensemble des sociétés consolidées du Groupe Deutsche Bank.

Le compte de profits et pertes dégage, comme l'année précédente, un bénéfice de 750 millions de Flux (35,7 millions de DM). Sur ce montant, 745 millions de Flux seront affectés aux réserves libres en vue de renforcer encore nos fonds propres. Après cette opération, le capital souscrit et libéré ainsi que les réserves déclarées s'élèveront à 10.945 millions de Flux (520 millions de DM).

Nous proposons à l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 avril 1987 d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1986 et de décider de l'affectation du bénéfice comme suit:

Dotation des réserves libres	745.000.000 Flux
Emoluments du Conseil	
d'Administration	4.164.496 Flux
Report à nouveau	<u>2.662.972 Flux</u>
	751.827.468 Flux

Au 31 décembre 1986, notre banque comptait 81 collaborateurs. Nous tenons à leur exprimer ici tous nos remerciements pour leurs efforts inlassables et leur engagement qui ont permis d'obtenir les résultats que nous venons d'exposer.

Etant donné que l'institution du Commissaire de Surveillance a été supprimée selon les nouvelles dispositions légales, le Dr Klaus Mertin, qui assumait ces fonctions depuis la création de notre banque, a été élu au Conseil d'Administration à compter du 15 avril 1986.

Le Dr Richard Hacker a quitté en date du 31 décembre 1986 le Conseil d'Administration qui tient à lui exprimer ses vifs remerciements pour l'attachement amical à notre maison dont il a fait preuve pendant de longues années.

Luxembourg, le 20 mars 1987

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rapport des Réviseurs d'Entreprises

Le Conseil d'Administration de la banque a mandaté Fiduciaire Générale de Luxembourg, Luxembourg, et Treuverkehr Luxemburg Aktiengesellschaft Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, Luxembourg, de vérifier les comptes de la banque au 31 décembre 1986. Au terme de leurs contrôles, les réviseurs d'entreprises ont attesté les comptes comme suit:

Nous avons examiné les bilans de la Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg, société anonyme, au 31 décembre 1986 et au 31 décembre 1985 ainsi que les comptes de profits et pertes et les états des variations de la situation financière pour les exer-

cices clôturés aux mêmes dates. Nos examens se sont effectués conformément aux normes de contrôle généralement admises.

A notre avis, les états financiers décrits ci-dessus présentent sincèrement la situation financière de la Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg, société anonyme, au 31 décembre 1986 et au 31 décembre 1985, ainsi que le résultat de ses opérations et les variations de sa situation financière pour les exercices clôturés aux mêmes dates conformément à des principes comptables généralement admis dans le secteur bancaire au Grand-Duché de Luxembourg.

Luxembourg, le 16 février 1987

TREUVERKEHR LUXEMBURG
Aktiengesellschaft
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG
Réviseurs d'entreprises

Deutsche Bank Luxembourg S.A.

Actif

	Francs	Francs	31-12-1985 en 1000 LF
Disponible et réalisable			
Disponibilités:			
caisse, chèques postaux, banques centrales	1.132.225.429		624
avoirs en banque à vue*)	<u>60.450.507.414</u>		29.633.318
		61.582.732.843	29.633.942
Avoirs en banque à terme		227.660.811.361	216.239.543
Portefeuille-effets		494.333.072	1.761.570
Débiteurs divers		165.776.577.393	238.495.161
Portefeuille-titres:			
fonds publics étrangers	27.337.967.028		29.606.743
autres valeurs à revenu fixe	9.513.389.335		5.715.969
autres valeurs à revenu variable	<u>4.953.555.819</u>		4.266.298
		41.804.912.182	39.589.010
Divers		8.831.011.783	12.779.247
Immobilisé			
Participations		396.007.193	306.305
Immeubles	100.401.200		100.401
moins amortissements	<u>13.277.381</u>		10.090
= immobilisations nettes		87.123.819	90.311
Matériel, mobilier et autres valeurs immobilisées		36.698.966	33.018
		506.670.208.612	538.928.107

*) y compris échéances jusqu'à 1 mois

Bilan au 31 décembre 1986

Passif

	Francs	Francs	31-12-1985 en 1000 LF
Exigible			
Engagements envers les banques à vue*)		144.597.289.689	225.670.324
Engagements envers les banques à terme		178.874.066.741	192.129.138
Dépôts et comptes courants:			
à vue*)	49.387.606.553		17.850.401
à terme	<u>47.895.689.409</u>		8.825.441
		97.283.295.962	26.675.842
Obligations		22.590.987.488	25.206.451
Créanciers divers		2.802.643	2.067
Divers		9.158.331.205	19.028.869
Capital emprunté			
Titres de créance subordonnée		8.154.621.840	6.590.505
Non exigible			
Capital souscrit et libéré	3.250.000.000		3.250.000
Réserve légale	325.000.000		325.000
Réserves indisponibles	1.925.000.000		1.925.000
Réserves libres	<u>4.700.000.000</u>		3.956.000
		10.200.000.000	9.456.000
Provisions		35.056.985.576	33.418.911
Comptes de résultats			
Bénéfice reporté	1.827.468		-
Bénéfice de l'exercice	<u>750.000.000</u>		750.000
		751.827.468	750.000
		<u>506.670.208.612</u>	<u>538.928.107</u>

Comptes d'ordre

Lignes de crédit et crédits confirmés	38.261.609.133	55.290.059
Garanties données pour compte propre et pour compte de tiers	65.470.085.007	72.726.702

Compte de Profits et Pertes

pour la période du 1^{er} janvier 1986 au 31 décembre 1986

	Francs	Francs	1985 en 1000 LF
Débit			
Intérêts et commissions		23.336.161.843	34.091.032
Frais généraux:			
personnel et organes	169.479.535		147.932
impôts, taxes et redevances	500.096.186		500.754
frais d'exploitation	<u>62.727.664</u>		<u>56.952</u>
		732.303.385	705.638
Provisions		4.371.643.676	5.103.920
Amortissements		18.489.336	15.985
Divers		2.988.240.693	7.167
Bénéfice net		750.000.000	750.000
		<u>32.196.838.933</u>	<u>40.673.742</u>
Crédit			
Intérêts et commissions		27.551.700.082	39.133.403
Revenus divers		2.168.090.378	1.125.518
Virements des comptes de provisions		2.476.858.760	414.711
Revenus extraordinaires		189.713	110
		<u>32.196.838.933</u>	<u>40.673.742</u>

Bericht des Verwaltungsrates an die Ordentliche Generalversammlung vom 15. April 1987 über das Geschäftsjahr 1986

Strukturwandel der internationalen Finanzmärkte

Die Dynamik der internationalen Finanzmärkte war im Berichtsjahr ungebrochen. Zum einen hat sich das globale Wachstum der Märkte unvermindert fortgesetzt. Das von der OECD ermittelte Volumen aller neu vereinbarten internationalen Finanzierungen (einschließlich der Plazierung von Euroaktien) stieg um knapp 96 Mrd US-Dollar auf insgesamt 376 Mrd US-Dollar. Zum anderen prägte der kontinuierliche Strukturwandel das Marktgeschehen:

- Der anhaltende *Trend zur Verbriefung* von Krediten (Securitisierung) führte zu einer weiteren Verlagerung der internationalen Aktivitäten auf Kapital- und Geldmarktfinanzen zu Lasten des Konsortialkreditgeschäfts. So wurden im Jahr 1986 bereits 87% aller neuen Mittel über die Geld- und Kapitalmärkte bereitgestellt, während der entsprechende Anteil 1983 noch bei 56% lag.
- Angesichts der ausgeprägten Volatilität von Zinsen und Wechselkursen wuchs das Bedürfnis der Marktteilnehmer nach Absicherungsinstrumenten. Dieser *Trend zur Futurisierung* kam in der zunehmenden Verwendung von Forward Rate Agreements, Futures und Optionen zum Ausdruck.
- Die *Globalisierung* der Finanzaktivitäten ging Hand in Hand mit einer zunehmenden Integration der nationalen und internationalen Märkte. Mittels fortgesetzter Deregulierungs- und Liberalisierungsmaßnahmen wurden 1986 in vielen Ländern, vor allem in Europa und Japan, weitere, den grenzüberschreitenden Geld- und Kapitalverkehr behindernde Barrieren beseitigt. Darüber hinaus haben die sich immer stärker ausweitenden Informations- und Handelstechniken den Integrationsprozeß gefördert.

Euronote-Markt in Bewegung

Der Euronote-Markt hat sich 1986 mit einem Volumen neu vereinbarter Fazilitäten in Höhe von rd. 91 Mrd US-Dollar (1985 68 Mrd US-Dollar) kräftig ausgeweitet. Die Entwicklung verlief für die einzelnen Instrumente sehr unterschiedlich. Die Neuzusagen für

Euronote-Fazilitäten, die mit einem Absicherungsselement versehen sind – vor allem Note-Issuance-Fazilitäten –, gingen um 41% auf 21 Mrd US-Dollar zurück. Dies ist maßgeblich auf die von den Aufsichtsbehörden veranlaßte Eigenkapitalunterlegung der im Rahmen dieser Fazilitäten von den Banken abgegebenen Kreditzusagen zurückzuführen. Hingegen hat sich das Neu-volumen der Euro-Commercial Paper Programme mit rd. 56 Mrd US-Dollar 1986 gegenüber dem Vorjahr mehr als verfünffacht. Den Emittenten bietet dieses Instrument die Möglichkeit zu einer kostengünstigen und flexiblen Abdeckung des Liquiditätsspitzenbedarfs. Zu dem raschen Ausbau dieses Marktbereichs hat beigetragen, daß im letzten Jahr unter anderem in den Niederlanden, Frankreich und Großbritannien nationale Commercial Paper-Märkte entstanden und damit das Interesse sowohl weiterer Emittenten als auch neuer Investoren für diese Finanzierungsform geweckt werden konnte.

Als neues verbrieftes Finanzierungsinstrument wurden im Herbst 1986 „Medium Term Notes“ am Euro-markt eingeführt, die bei einer Laufzeit der Notes von 1–5 Jahren die Lücke zwischen den kurzfristigen Euro-Commercial Paper und den langfristigen Eurobond-Finanzierungen schließen. Die wesentlichen Elemente der verbrieften Finanzierungsformen finden sich schließlich in den weiterhin gefragten Paketfinanzierungen wieder, die den Kreditnehmern eine größtmögliche Flexibilität bei der Wahl der Laufzeit, Währung sowie der Finanzierungskosten einräumen.

Traditionelle Eurokredite bleiben unverzichtbar

Schon die unveränderte Aufnahme traditioneller Eurokredite in Paketfinanzierungen belegt, daß diese Finanzierungsform nach wie vor ein fester Bestandteil der Angebotspalette der Eurobanken ist. Die neu vereinbarten mittel- und langfristigen Eurokonsortialkredite lagen 1986 mit 50 Mrd US-Dollar um gut 3 Mrd US-Dollar unter dem Vorjahreswert. Beachtung verdient jedoch, daß sich beim tatsächlichen Neugeschäft (unter Ausschluß der Umstrukturierung ausste-

hender Kredite) eine Zunahme – um 4 Mrd US-Dollar auf rd. 36 Mrd US-Dollar – ergab.

Zudem wurde das gleichzeitig vereinbarte Volumen innovativer Fazilitäten, die durch Kreditverpflichtungen von Banken abgesichert sind, wieder deutlich übertroffen. Die Zusagen von Eurokonsortialkrediten an Schuldner aus Industriestaaten erreichten 1986 mit 32 Mrd US-Dollar (brutto) den höchsten Jahresbetrag seit 1982; ihr Anteil an den gesamten Zusagen erhöhte sich auf 65%.

Zahlreiche Schuldner ziehen weiterhin eine klare Kreditbeziehung zu den Banken der Emission von Kapital- und Geldmarktpapieren mit einem durchweg anonymen Gläubigerkreis vor. In erster Linie sind es die mit innovativen Finanzierungsformen verbundenen zusätzlichen Plazierungsrisiken, die es Kreditnehmern geboten erscheinen lassen, auf das bewährte und flexible Instrument des Eurokredits zurückzugreifen. Speziell im Bereich der Projektfinanzierungen bieten sich wegen des nachhaltigen Mittelbedarfs Eurokredite mit der Möglichkeit der langfristigen, zeitlich gestaffelten Inanspruchnahme und Tilgung als maßgeschneidertes Finanzierungsinstrument an.

Konsequenzen des scharfen Wettbewerbs

Der Wettbewerb im Eurokreditgeschäft ist im Berichtsjahr noch intensiver geworden. Die Konkurrenz der verbrieften Finanzierungsinstrumente zwang zu einer weiteren Annäherung der Konditionen an die Geldmarktsätze. Hinzu kam die wachsende Präsenz internationaler Banken sowohl an den Eurozentren als auch an den nationalen Märkten. Die stark umworbenen Kreditnehmer nutzten die angespannte Wettbewerbssituation und das günstige Zinsniveau wieder in erheblichem Maße zu Umstrukturierungen ausstehender Verbindlichkeiten.

Vor diesem Hintergrund ist die von der OECD ermittelte Durchschnittsmarge für mittel- und langfristige Eurokredite 1986 nochmals deutlich – um 0,2 Prozentpunkte auf 0,4% – gesunken. Dabei konnten Schuldner aus Industrienationen zum Teil Margen von nur

wenigen Basispunkten (1 Basispunkt = 0,01%) über den verschiedenen Estandssätzen der Banken durchsetzen, während sich die Margen für Kredite an Entwicklungsländer zwischen ¼% und 1½% bewegten. Der Wettbewerb hat vielfach zu Konditionen geführt, die unter Risikoaspekten nicht mehr akzeptabel sind.

Internationale Schuldenproblematik ungelöst

Die Forderungen privater und öffentlicher Auslandsgläubiger gegenüber 10 bedeutenden Umschuldungsländern sind bis Ende 1986 auf ca. 430 Mrd US-Dollar angewachsen und haben sich damit seit 1981 um rd. 100 Mrd US-Dollar erhöht. Zwar brachte das niedrige Zinsniveau im Berichtsjahr für die hochverschuldeten Länder eine spürbare Entlastung, doch wurde dieser Effekt teilweise durch andere Faktoren gemindert. So hat das verlangsamte Wirtschaftswachstum der westlichen Industriestaaten die Exportchancen der Schuldnerländer ebenso beeinträchtigt wie der sich verstärkende Protektionismus. Darüber hinaus sind die Deviseneinnahmen der erdölexportierenden Staaten aufgrund des Ölpreisverfalls zum Teil drastisch zurückgegangen.

Im September 1986 wurde für Mexiko ein finanzielles Stützungspaket in Verbindung mit einem wirtschaftspolitischen Reformprogramm des Landes ausgehandelt. Es stellt mit einem vorgesehenen Fresh-money-Beitrag der Gläubigerbanken von 7,7 Mrd US-Dollar die umfangreichste Aktion dieser Art dar. Mit mehreren anderen Entwicklungsländern wurden Umschuldungsabkommen vereinbart.

Eine zunehmende Bedeutung erlangte die Umwandlung von Kreditforderungen der Banken in Risikokapital im Rahmen von debt-equity-swaps. Inwieweit diese – im Ausmaß relativ begrenzte – Schulden-technik, die für alle beteiligten Parteien Vorteile mit sich bringt, künftig verstärkt angewandt werden kann, hängt letztlich von einer vertrauensbildenden Politik der Regierungen der Schuldnerstaaten und der hierauf aufbauenden Bereitschaft internationaler Investoren zu einem Engagement in diesen Ländern ab.

Eurodollarzinsen weiter rückläufig

Die Zinsen der wichtigsten Eurowährungen lagen 1986 erneut unter dem Vorjahresniveau – ein Zeichen für die überaus liquide Verfassung des Marktes. Die Sätze für Dreimonats-Eurodollar waren Ende 1986 mit 6½% gut 1½ Prozentpunkte niedriger als zwölf Monate zuvor; ihr Tiefpunkt von 5¼% wurde Anfang September verzeichnet. Die Eurozinsen für D-Mark und Schweizer Franken bewegten sich im allgemeinen zwischen 4% und 5%. Der Zinsabstand des US-Dollar zur D-Mark hat sich im Jahresverlauf auf 1½ Prozentpunkte halbiert.

Neuorientierung des Finanzplatzes Luxemburg

Die addierte Bilanzsumme aller in Luxemburg tätigen Banken erhöhte sich im Berichtsjahr um 5% auf umgerechnet 381 Mrd D-Mark. Gleichzeitig stieg die Anzahl der am Platz domizilierenden Institute von 118 auf 122. Luxemburg nahm mit einem Euroforderungsbestand von 128 Mrd US-Dollar nach der Statistik der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich im September 1986 nach wie vor Platz 3 in Europa ein. Neben dem gedämpften traditionellen Eurokreditgeschäft gewinnen andere Geschäftszweige zunehmend an Bedeutung. So werden insbesondere die Handelsaktivitäten im Wertpapierbereich und das Privatkundengeschäft ausgebaut. Dabei erweisen sich die anlegerfreundlichen Rahmenbedingungen, verbunden mit der unmittelbaren Präsenz der Banken im Euromarkt, als besonders vorteilhaft.

Die große Bedeutung der D-Mark für die Euroaktivitäten in Luxemburg wurde durch die jüngsten Wechselkursveränderungen unterstrichen. In den zwölf Monaten bis Ende September 1986 stieg ihr Anteil an den Fremdwährungsforderungen der Banken am Platz von 39% auf knapp 41%, während sich der Marktanteil des US-Dollar im gleichen Zeitraum deutlich – von 39% auf knapp 34% – reduzierte; weltweit entfielen auf diese Währungen am genannten Stichtag rund 9% bzw. 74%.

Um die Wettbewerbsfähigkeit des Finanzplatzes zu stärken, hat die Luxemburger Regierung 1986 ein umfangreiches Steuerpaket verabschiedet. Es sieht u. a. eine schrittweise Senkung der Körperschaftssteuer bis 1988 auf 36% sowie die Abschaffung der für die Emission von Wertpapieren hinderlichen Taxe d'Abonnement vor. Diese Maßnahmen sind geeignet, die Stabilität des Finanzplatzes zu sichern und neue geschäftliche Impulse zu geben.

Geschäftsentwicklung unserer Bank

Mit der im Frühjahr 1987 begonnenen Aufnahme des Privatkundengeschäftes erweitern wir unsere Aktivitäten über den bisherigen Rahmen einer ausschließlich im internationalen Finanzierungsgeschäft tätigen Bank hinaus. Vor diesem Hintergrund hat am 16. März 1987 eine Außerordentliche Generalversammlung die Änderung des Firmennamens von bisher Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg in

Deutsche Bank Luxembourg S.A.

beschlossen.

Mit dem neuen Geschäftsbereich bieten wir Privatkunden für eine international orientierte Vermögensanlage in einem ersten Schritt folgende Dienstleistungen an:

- Geldanlagen,
- Wertpapieranlagen und
- Goldanlagen.

Gegen Ende des Jahres soll die Geschäftspalette mit der Aufnahme der Vermögensverwaltung abgerundet werden.

Ergänzend zum Geschäft des Mutterhauses werden weiterhin die nachstehend beschriebenen Geschäftstätigkeiten wahrgenommen:

- Bereitstellung von Eurokrediten,
- Beschaffung von Finanzierungsmitteln zu international konkurrenzfähigen Konditionen,
- Handel mit Euro-Depositen im Interbankmarkt,
- Wertpapierhandel.

Zur Verbreiterung unserer Geschäftsbasis wollen wir in absehbarer Zeit ein eigenes Gebäude im Zentrum der Stadt Luxemburg errichten.

Das zum 31. Dezember 1986 abgeschlossene 16. Geschäftsjahr stand nochmals im Zeichen des Wertverlustes des US-Dollar. Die Bilanzsumme ermäßigte sich gegenüber dem Vorjahresende um 6,0% auf 507 Mrd lfrs (24,1 Mrd DM). Der Rückgang ist in vollem Umfang auf die US-Dollar-Kursentwicklung zurückzuführen.

Das Schwergewicht unserer Tätigkeit lag nach wie vor im Kreditsektor. Durch eine reale Geschäftsabnahme vor allem im Bereich des kurzfristigen Geschäftes mit Kunden verringerte sich das Kreditvolumen um 15,2% auf 365 Mrd lfrs (17,4 Mrd DM). Der Anteil am gesamten Aktivgeschäft beträgt nunmehr 72% gegenüber noch 80% im Vorjahr.

Die an Banken ausgereichten Kredite, die zum Bilanzstichtag mit 199 Mrd lfrs (9,5 Mrd DM) um 4,4% über dem Stand des Vorjahres lagen, stellen erstmals den größten Posten in unserem Kreditportefeuille dar. Die Forderungen an Kunden fielen dagegen durch auslaufende kurzfristige Sondergeschäfte mit internationalen Kunden und durch abnehmende Kreditgewährungen an Adressen in der Bundesrepublik Deutschland kräftig um 30,5% auf 166 Mrd lfrs (7,9 Mrd DM) zurück. Diese strukturelle Veränderung des Kreditvolumens ist einerseits auf unser traditionell starkes Kreditgeschäft mit Staatshandelsländern – unsere dortigen Partner sind ausschließlich Banken – zurückzuführen und zum anderen bedingt durch das wachsende Interesse der Nichtbanken-Kunden an innovativen Finanzierungsinstrumenten, bei denen wir uns bewußt zurückhalten.

Das langfristige internationale Kreditgeschäft hat sich – bereinigt um die Paritätsveränderung des US-Dollar – nach dem Rückgang in den Vorjahren wieder stabilisiert. Hier verhielt sich die Bank angesichts der Markt- und Risikosituation insgesamt weiterhin sehr selektiv. In führender Position haben wir im vergangenen Jahr bei Kreditgewährungen an ENEL (400 Mio US\$), die Ungarische Nationalbank (300 Mio US\$),

Electricité de France (800 Mio US\$) und die International Investment Bank (250 Mio US\$) mitgewirkt.

Demgegenüber konnten wir unsere Geldhandelstätigkeit verstärken und das Wertpapiergeschäft intensivieren. Die Geldanlagen bei Banken wurden in diesem Zusammenhang zum 31. 12. 1986 auf 90 Mrd lfrs (4,3 Mrd DM) aufgestockt. Der Wertpapierbestand erhöhte sich auf 42 Mrd lfrs (2,0 Mrd DM), wofür sowohl Bonitäts- als auch Ertragserwägungen bestimmend waren.

Das Portefeuille enthält im wesentlichen Anleihen und Schuldverschreibungen öffentlicher Emittenten. Bei der Bewertung der Wertpapiere wurde wiederum das Niederstwertprinzip angewandt. Gemäß den Bilanzierungsvorschriften erfaßt diese Position auch den zur Deckung unserer im Umlauf befindlichen Goldzertifikate unterhaltenen Bestand.

Die Zunahme der Beteiligungen um 90 Mio lfrs (4,3 Mio DM) betrifft die Société Européenne des Satellites S. A., Luxemburg, an der wir uns in 1985 mit einer Quote von 7,4% beteiligt haben. Die im Privatkundengeschäft tätige Banque de Luxembourg S. A., Luxemburg, an der wir zu 25% beteiligt sind, kann erneut über ein erfolgreich verlaufenes Geschäftsjahr berichten. Ungeachtet unserer eigenen Aktivitäten werden wir die enge Zusammenarbeit fortsetzen und ergänzen.

Die „Sonstigen Aktiva- und Rechnungsabgrenzungsposten“ enthalten – ebenso wie die Gegenposition auf der Passivseite – vor allem zum Bilanzstichtag vorgenommene Zinsabgrenzungen.

Die wichtigste Refinanzierungsquelle bildeten mit 323 Mrd lfrs (15,4 Mrd DM) die bei Banken im Euro-markt aufgenommenen Gelder. Ihr Anteil an den Fremdmitteln ging jedoch von 89% auf 72% spürbar zurück, da ein großer Teil des Finanzierungsbedarfs erstmals auch durch Kundeneinlagen gedeckt werden konnte. Zum Jahresende 1986 haben sich die Verbindlichkeiten gegenüber Kunden durch die Hereinnahme von Termingeldern von Industrieunternehmen auf 97 Mrd lfrs (4,6 Mrd DM) mehr als verdreifacht. Die Lieferverpflichtungen aus emittierten Goldzertifikaten sind mit 4,9 Mrd lfrs (235 Mio DM) in dieser Position

erfaßt. Das Plazierungsergebnis konnte gegenüber dem vorangegangenen Jahr verbessert werden.

Nachdem der kapitalersetzende Charakter der Nachrangigen Darlehen nicht mehr gegeben war, wurde diese Position, ohne daß ein direktes Erfordernis hierzu bestand, mit neuen Mitteln aufgefüllt. Mit Genehmigung des Institut Monétaire Luxembourgeois kann ein Teilbetrag in Höhe von 4,1 Mrd lfrs (194 Mio DM) den Eigenen Mitteln gleichgestellt werden.

Die in den letzten Jahren verfolgte Politik einer Optimierung der Geldversorgung durch langfristige Mittelaufnahmen in Verbindung mit Swap-Operationen hat sich auch im abgelaufenen Geschäftsjahr ertragsmäßig positiv ausgewirkt. Die Erfolgsrechnung entwickelte sich aufgrund dieser und anderer ertragsorientierter Maßnahmen insgesamt befriedigend. Trotz eines geringeren Geschäftsvolumens konnte die Bank 1986 einen auf dem Niveau der Vorjahre liegenden Betriebsgewinn erwirtschaften.

Das Ergebnis ermöglichte es der Bank, die Risikovorsorge für das internationale Kreditgeschäft wiederum konsequent fortzusetzen, da einzelne Länderrisiken vor dem Hintergrund der nach wie vor ungelösten Schuldenkrise deutlich kritischer zu bewerten waren. Wie bisher haben wir für die Problemländer konzern-einheitliche Risikoquoten in Ansatz gebracht.

Die Gewinn- und Verlustrechnung schließt – wie im Vorjahr – mit einem Gewinn von 750 Mio lfrs (35,7 Mio DM). Von diesem Betrag sollen 745 Mio lfrs zur weite-

ren Stärkung der Eigenkapitalbasis der Freien Rücklage zugewiesen werden. Danach betragen Grundkapital und Offene Rücklagen 10.945 Mio lfrs (520 Mio DM).

Der Ordentlichen Generalversammlung am 15. April 1987 schlagen wir vor, der Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung zum 31. 12. 1986 zuzustimmen und über die Verwendung des Bilanzgewinnes wie folgt zu beschließen:

Zuweisung zur Freien Rücklage	745.000.000 lfrs
Vergütung an den Verwaltungsrat	4.164.496 lfrs
Vortrag auf neue Rechnung	<u>2.662.972 lfrs</u>
	751.827.468 lfrs

Am 31. 12. 1986 waren 81 Mitarbeiter in unserer Bank tätig. Durch ihren tatkräftigen Einsatz haben sie zum vorliegenden Geschäftsergebnis beigetragen, wofür wir ihnen auch an dieser Stelle unseren Dank aussprechen.

Nachdem die Institution des Prüfungskommissars gesetzlich aufgehoben ist, wurde Herr Dr. Klaus Martin, der diese Funktion seit Bestehen der Bank wahrgenommen hat, mit Wirkung vom 15. April 1986 dem Verwaltungsrat zugewählt.

Herr Dr. Richard Hacker schied zum 31. Dezember 1986 aus dem Verwaltungsrat aus. Der Verwaltungsrat dankt ihm für seine langjährige freundschaftliche Verbundenheit mit unserem Hause.

Luxemburg, den 20. März 1987

DER VERWALTUNGSRAT

Bericht der Wirtschaftsprüfer

Der Verwaltungsrat der Bank hat der Fiduciaire Générale de Luxembourg, Luxemburg, und der Treuverkehr Luxemburg Aktiengesellschaft Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, Luxemburg, den Auftrag zur Prüfung des Jahresabschlusses der Bank zum 31. Dezember 1986 erteilt. Nach Abschluß ihrer Prüfung haben die Wirtschaftsprüfer den Prüfungsbericht mit folgendem Bestätigungsvermerk abgeschlossen:

Wir haben die Bilanzen der Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg, société anonyme, zum 31. Dezember 1986 und zum 31. Dezember 1985 sowie die Gewinn- und Verlustrechnungen und die Kapitalflußrechnungen für die an diesen Daten endenden

Geschäftsjahre geprüft. Unsere Prüfungshandlungen wurden nach allgemein anerkannten Prüfungsgrundsätzen durchgeführt.

Nach unserer Auffassung geben die oben erwähnten Jahresabschlüsse ein getreues Bild der Vermögens- und Ertragslage sowie des Kapitalflusses der Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg, société anonyme, zum 31. Dezember 1986 und zum 31. Dezember 1985 wieder, und zwar in Übereinstimmung mit den im Bankensektor des Großherzogtums Luxemburg allgemein anerkannten Grundsätzen ordnungsmäßiger Buchführung und Bilanzierung.

Luxemburg, den 16. Februar 1987

TREUVERKEHR LUXEMBURG
Aktiengesellschaft
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG
Réviseurs d'entreprises

Aktiva

	Francs	Francs	31. 12. 1985 in 1000 LF
Umlaufvermögen			
Flüssige Mittel:			
Kassenbestand, Postscheckguthaben, Guthaben bei Zentralbanken	1.132.225.429		624
Forderungen an Kreditinstitute, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat	<u>60.450.507.414</u>		29.633.318
		61.582.732.843	29.633.942
Forderungen an Kreditinstitute mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat		227.660.811.361	216.239.543
Wechsel		494.333.072	1.761.570
Forderungen an Kunden		165.776.577.393	238.495.161
Wertpapiere:			
Schuldverschreibungen ausländischer öffentlicher Stellen	27.337.967.028		29.606.743
andere festverzinsliche Wertpapiere	9.513.389.335		5.715.969
andere Wertpapiere	<u>4.953.555.819</u>		4.266.298
		41.804.912.182	39.589.010
Sonstige Aktiva und Rechnungsabgrenzungsposten		8.831.011.783	12.779.247
Anlagevermögen			
Beteiligungen		396.007.193	306.305
Grundstücke und Gebäude:			
Anschaffungswert	100.401.200		100.401
%. Abschreibungen	<u>13.277.381</u>		10.090
		87.123.819	90.311
Betriebs- und Geschäftsausstattung		36.698.966	33.018
		506.670.208.612	538.928.107

Bilanz zum 31. Dezember 1986

Passiva

	Francs	Francs	31. 12. 1985 in 1000 LF
Fremde Mittel			
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat		144.597.289.689	225.670.324
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat		178.874.066.741	192.129.138
Verbindlichkeiten aus dem Bankgeschäft gegenüber anderen Gläubigern:			
täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat	49.387.606.553		17.850.401
mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat	<u>47.895.689.409</u>		8.825.441
		97.283.295.962	26.675.842
Schuldverschreibungen		22.590.987.488	25.206.451
Sonstige Verbindlichkeiten		2.802.643	2.067
Sonstige Passiva und Rechnungsabgrenzungsposten		9.158.331.205	19.028.869
Bedingtes Fremdkapital			
Nachrangige Darlehen		8.154.621.840	6.590.505
Eigene Mittel			
Grundkapital	3.250.000.000		3.250.000
Gesetzliche Rücklage	325.000.000		325.000
Sonderrücklage	1.925.000.000		1.925.000
Freie Rücklage	<u>4.700.000.000</u>		3.956.000
		10.200.000.000	9.456.000
Rückstellungen und Wertberichtigungen		35.056.985.576	33.418.911
Ergebnisrechnung			
Gewinnvortrag	1.827.468		-
Gewinn des Geschäftsjahres	<u>750.000.000</u>		750.000
		751.827.468	750.000
		<u>506.670.208.612</u>	<u>538.928.107</u>
Bilanzvermerke			
Kreditzusagen (nicht ausgenutzt)		38.261.609.133	55.290.059
Verbindlichkeiten aus Bürgschaften		65.470.085.007	72.726.702

Gewinn- und Verlustrechnung

für die Zeit vom 1. Januar 1986 bis 31. Dezember 1986

	Francs	Francs	1985 in 1000 LF
Aufwendungen			
Zinsen und Provisionen		23.336.161.843	34.091.032
Allgemeine Kosten:			
Personalaufwendungen	169.479.535		147.932
Steuern und steuerähnliche Abgaben	500.096.186		500.754
Sachaufwand für das Bankgeschäft	<u>62.727.664</u>		56.952
		732.303.385	705.638
Rückstellungen und Wertberichtigungen		4.371.643.676	5.103.920
Abschreibungen		18.489.336	15.985
Sonstige Aufwendungen		2.988.240.693	7.167
Gewinn des Geschäftsjahres		750.000.000	750.000
		<u>32.196.838.933</u>	<u>40.673.742</u>
Erträge			
Zinsen und Provisionen		27.551.700.082	39.133.403
Sonstige Erträge		2.168.090.378	1.125.518
Auflösung von Rückstellungen und Wertberichtigungen		2.476.858.760	414.711
Außerordentliche Erträge		189.713	110
		<u>32.196.838.933</u>	<u>40.673.742</u>

Report of the Board of Directors to the Ordinary General Meeting on April 15, 1987 for the 1986 Financial Year

Structural changes on the international financial markets

The dynamic development of the international financial markets continued unabated in the year under review. For one thing, the markets continued to grow at an unchanged pace worldwide. According to OECD statistics, the aggregate volume of all newly concluded international financings (including the placement of euroequity) rose by nearly U. S. \$ 96 bn. to a total of U. S. \$ 376 bn. Furthermore, the markets were under the influence of continued structural change:

- Given the lasting *trend towards securitization*, international activities increasingly focussed on capital and money market financings at the expense of syndicated lending business. In 1986, the money and capital markets already accounted for 87% of all new funds provided compared with 56% in 1983.
- The pronounced volatility of interest and exchange rates led to an increased need for hedging instruments on the part of market participants. This *trend towards "faturization"* was witnessed by the growing utilization of forward rate agreements, futures and options.
- The *globalization* of financial activities went hand in hand with a growing integration of national and international markets. Thanks to further deregulation and liberalization measures taken in 1986, many countries, chiefly in Europe and Japan, managed to eliminate further barriers obstructing cross-border money and capital flows. In addition, the rapid expansion in information and trading technologies helped to promote the process of integration.

Euronote market on the move

The euronote market grew substantially in 1986; its volume of newly concluded facilities totalled roughly U. S. \$ 91 bn. (U. S. \$ 68 bn. in 1985). The various financial instruments showed very uneven developments. Newly arranged euronote facilities with loan commitments attached – primarily note issuance facilities – fell by 41% to U. S. \$ 21 bn. This decline was largely

due to the new regulations issued by the supervisory authorities requiring the banks to back the credit commitments given under these facilities by equity capital. The eurocommercial paper programmes, on the other hand, recorded a new volume of roughly U. S. \$ 56 bn. in 1986, more than five times the previous year's figure. This instrument is a cost-saving and flexible way for issuers to cover their peak liquidity requirements. The rapid growth of this market segment was partly attributable to the introduction of national commercial paper markets in a number of countries, such as the Netherlands, France and the U.K., which aroused the interest of both new issuers and new investors.

In autumn of 1986, a new securitized instrument known as medium-term notes was launched on the euromarket; offering maturities of one to five years, it closes the gap between short-term eurocommercial paper and long-term eurobond financings. The essential elements of securitized forms of financing are also to be found in package financings, which continued to be in demand; they offer borrowers the greatest possible flexibility in the choice of maturity, currency and financing costs.

Traditional eurocredits remain indispensable

The fact that traditional eurocredits continue to form a part of package financings by itself shows that this instrument remains a permanent feature in eurobank offerings. At U. S. \$ 50 bn. in 1986, newly concluded medium and long-term syndicated euroloans were a good U. S. \$ 3 bn. below the previous year's figure. It should be pointed out, however, that net new business (excluding renegotiations of credits outstanding) increased U. S. \$ 4 bn. to roughly U. S. \$ 36 bn.

In addition, eurocredits once again clearly surpassed the volume of innovative facilities secured by banks' loan commitments concluded in the same period. In 1986, borrowers from industrial nations received commitments of syndicated euroloans worth U. S. \$ 32 bn. (gross), the highest annual figure since 1982; their share in total commitments rose to 65%.

Many borrowers still prefer to have a clear credit relationship with banks to issuing capital and money market paper, which is taken up by completely anonymous creditors. The additional placement risks attaching to innovative forms of financing are the main reason why borrowers find it expedient to remain with eurocredits as a reliable and flexible instrument. Particularly in the field of project finance, where considerable funds are required, eurocredits with their capacity for long-term, flexible utilization and repayment time-tables are an obvious choice for custom-tailored financing.

Consequences of stiff competition

The year under review saw even more intensive competition in eurolending business. The competition generated by securitized financing instruments made it necessary to align conditions even more closely to money market rates. Another factor was the growing presence of international banks both in the eurocentres and the national markets. Borrowers again took advantage of the tense competitive situation and favourable interest rates to restructure outstanding liabilities to a substantial extent.

Against this background, the average spread for medium and long-term eurocredits calculated by the OECD for 1986 showed another marked drop by 0.2 percentage points to 0.4%. In various instances, borrowers from industrial countries managed to negotiate spreads of only a few basis points (1 basis point = 0.01%) above the banks' base rates, while margins for loans to developing countries were between ¼% and 1½%. In many cases, competition has led to terms and conditions that are no longer acceptable from a risk point of view.

International debt problems unresolved

By the end of 1986, the claims of private and public foreign creditors on ten major rescheduling countries had increased to about U. S. \$ 430 bn., which amounts

to a rise of roughly U. S. \$ 100 bn. since 1981. Although the low level of interest rates in the year under review did much to help ease the burden on the highly indebted countries, other factors detracted from this effect. The slower pace of economic growth in the Western industrial nations hurt the debtor countries' export opportunities as did growing protectionism. Furthermore, the collapse of oil prices has meant drastic cuts in foreign exchange revenue for many oil-exporting countries.

In September 1986, a financial support package, coupled with a national programme for economic reform, was finalized with Mexico. With the creditor banks due to provide U. S. \$ 7.7 bn. in fresh money, this represents the most extensive initiative of its kind. Rescheduling agreements were also concluded with a number of other developing countries.

Debt-for-equity swaps, in which bank claims are turned into venture capital, are gaining in importance. The question whether this relatively limited debt reducing technique, which has advantages for all parties involved, will play a greater role in future ultimately depends on the governments of the borrower countries pursuing a confidence-boosting policy that can encourage foreign investment in these countries.

Eurodollar interest rates continue to decline

In 1986 interest rates for the major eurocurrencies were again below the previous year's level – an indication of the very liquid state of the market. The 6½% rate for 3-month eurodollars at the end of 1986 was a good 1½ percentage points lower than twelve months before; a low of 5¼% was registered at the beginning of September. Eurointerest rates for D-Marks and Swiss francs were generally between 4% and 5%. The interest rate differential between U.S. dollars and D-Marks was reduced by half in the course of the year to 1½ percentage points.

New orientation of Luxembourg financial centre

The aggregate balance sheet total of all banks operating in Luxembourg rose by 5% to the equivalent of DM 381 bn. in the year under review. At the same time, the number of financial institutions domiciled in Luxembourg rose from 118 to 122. With euroassets worth U. S. \$ 128 bn., Luxembourg continues to rank third in Europe according to statistics published by the Bank for International Settlements in September 1986. With traditional eurocredit business somewhat dampened, other areas of business are becoming more and more significant. Special emphasis is being placed on the expansion of securities trading and retail banking. In so doing, the attractive overall conditions for investors, coupled with the banks' direct presence on the euromarket, have proved to be especially advantageous.

The major importance of the D-Mark for euroactivities in Luxembourg was clearly underlined by the recent exchange rate shifts. In the twelve months up to and including September 1986, the D-Mark share in Luxembourg's bank currency claims rose from 39% to nearly 41%, while the market share of the U. S. dollar slipped clearly over the same period – from 39% to just under 34%; worldwide, these two currencies accounted for roughly 9% and 74% on the same reference date.

To strengthen the competitiveness of its financial centre, the Luxembourg government introduced a far-reaching tax package in 1986. The measures include a gradual reduction of corporation tax to 36% by 1988 as well as the abolition of the *taxe d'abonnement*, which had hampered the issue of securities. These measures will help to increase the stability of the financial centre and provide new impulses for business.

Development of our bank's business

With the commencement of business with private customers in spring 1987, we are expanding our range of activities compared with the past, when our bank engaged exclusively in international finance. Conse-

quently, an Extraordinary General Meeting on March 16, 1987 resolved to change the name of our bank (formerly: Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg) to **Deutsche Bank Luxembourg S.A.**

In an initial phase of this new line of business we shall be offering private customers the following services for their international investments:

- cash deposits,
- securities investments and
- gold investments.

Towards the end of the year, portfolio management is to be added to our range of services.

Complementing the business of our parent bank, we shall still be conducting the following business activities:

- providing eurocredits,
- obtaining funds at internationally competitive terms and conditions,
- dealing in eurodeposits in the interbank market,
- securities dealing.

To broaden our business base, we intend to construct our own premises in the foreseeable future in the centre of the city of Luxembourg.

Our 16th financial year, which ended on December 31, 1986, was again dominated by the decline in the value of the U. S. dollar. The balance sheet total fell by 6.0% compared with the end of the previous year to LF 507 bn. (DM 24.1 bn.). The decline was due entirely to the development of the dollar exchange rate.

The bulk of our activity was concentrated, as in the past, in the lending sector. As a result of a real contraction in business, above all in short-term business with customers, total credit extended declined by 15.2% to LF 365 bn. (DM 17.4 bn.). The share in aggregate assets-side business now totals 72% compared with 80% in the previous year.

For the first time ever, lendings to banks, which at LF 199 bn. (DM 9.5 bn.) were 4.4% up on the pre-year level at balance sheet date, constituted the largest item in our credit portfolio. Other advances, on the other hand, fell strongly by 30.5% to LF 166 bn. (DM 7.9 bn.) as a result of the expiry of short-term special transactions with international customers and a fall in lend-

ings to borrowers in the Federal Republic of Germany. This structural change in the credit portfolio is attributable, on the one hand, to our traditionally strong lending business with state-trading nations – our partners there are exclusively banks – and, on the other, to the growing interest of non-bank customers in innovative financing instruments, where we are exercising deliberate restraint.

Long-term international lending business – adjusted for the dollar parity change – stabilized after the decline in preceding years. Here, the bank continued to be very selective in view of the overall market and risk situation. Last year we were involved in a leading position in loans to ENEL (U. S. \$ 400 m.), the National Bank of Hungary (U. S. \$ 300 m.), Electricité de France (U. S. \$ 800 m.) and the International Investment Bank (U. S. \$ 250 m.).

In contrast, we stepped up our money-dealing activities and intensified securities business. In this connection, deposits with banks were increased to LF 90 bn. (DM 4.3 bn.) as at 31.12.1986. Our securities portfolio expanded to LF 42 bn. (DM 2.0 bn.), the main considerations being financial standing and earnings.

The portfolio contains primarily bonds and debt instruments of public issuers. Our securities holdings have been valued, as hitherto, at the lower of cost or market. In accordance with balance sheet regulations, this item also includes the holdings maintained to cover our gold certificates outstanding.

The increase in our portfolio of investments in subsidiaries by LF 90m. (DM 4.3m.) concerned Société Européenne des Satellites S.A., Luxembourg, in which we took a 7.4% stake in 1985. Banque de Luxembourg, Luxembourg, which conducts private customer business and in which we hold a 25% stake, can again report a successful financial year. Irrespective of our own activities, we shall continue and increase the close cooperation.

The item "Miscellaneous" comprises – like the corresponding item on the liabilities side – above all interest due or owing, calculated up to balance sheet date.

At LF 323 bn. (DM 15.4 bn.), the main source of funding was monies taken up from banks in the eu-

romarket. As a percentage of outside funds, however, they fell noticeably from 89% to 72%, since for the first time it was also possible to cover a large part of our funding requirement from customers' deposits. At the end of 1986, liabilities to customers had more than trebled to LF 97 bn. (DM 4.6 bn.) through taking in time deposits from industrial companies. The delivery obligations arising from issued gold certificates contained in this liabilities item totalled LF 4.9 bn. (DM 235 m.). It was possible to increase the number of certificates sold over the preceding year.

After subordinated loans no longer had the character of capital, this item was replenished with new funds without there being any direct requirement. With the authorization of the Institut Monétaire Luxembourgeois, a partial amount totalling LF 4.1 bn. (DM 194 m.) can be equated with capital and reserves.

The strategy we have pursued in recent years to optimize funding through taking up funds long term in conjunction with swap operations also had a positive impact on earnings in the financial year just ended. Thanks to these and other earnings-oriented measures, the profit and loss account displayed a satisfactory overall development. Despite a lower business volume, the bank was able to record an operating profit in 1986 which was at the level reached in previous years.

The result made it possible for the bank to continue resolutely its policy of risk provision for international lending business, since individual country risks had to be valued much more critically against the background of the still unresolved debt crisis. The risk provision rates applied for problem countries were those used throughout the Group.

As in the previous year, the profit and loss account closed with a profit of LF 750 m. (DM 35.7 m.). Of this amount, LF 745 m. is to be transferred to the free reserve to further strengthen our equity capital base. Accordingly, capital and disclosed reserves total LF 10,945 m. (DM 520 m.).

We shall propose to the Ordinary General Meeting on April 15, 1987 that the balance sheet and the profit and loss account as at December 31, 1986 be approv-

ed, and that the appropriation of distributable profit be resolved as follows:

Allocation to the free reserve	LF 745,000,000
Emoluments for the Board of Directors	LF 4,164,496
Carried forward to new account	LF 2,662,972
	LF 751,827,468

On 31.12.1986 our bank employed 81 people. We

would like to thank them for their hard work, which helped make this year's result possible.

After the office of Auditor was dissolved by law, Dr. Klaus Mertin, who has exercised this function since the bank was founded, was elected to the Board of Directors with effect from April 15, 1986.

Dr. Richard Hacker left the Board of Directors on December 31, 1986. The Board of Directors would like to thank him for his many years of friendly commitment to our bank.

Luxembourg, March 20, 1987

THE BOARD OF DIRECTORS

Report of the Independent Auditors

The Board of Directors of the bank has mandated Fiduciaire Générale de Luxembourg, Luxembourg, and Treuverkehr Luxemburg Aktiengesellschaft Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, Luxembourg, to audit the annual financial statements of the bank as of December 31, 1986. After concluding their audit, the auditors have issued the following report:

We have examined the balance sheets of Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg, société anonyme, as of December 31, 1986 and 1985, and the related profit and loss accounts and statements of changes in financial position for the years then ended.

Our examinations were made in accordance with generally accepted auditing standards.

In our opinion, the financial statements referred to above present fairly the financial position of Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg, société anonyme, at December 31, 1986 and 1985 and the results of its operations and changes in its financial position for the years then ended, in conformity with accounting principles generally accepted in the banking sector in the Grand-Duchy of Luxembourg.

Luxembourg, February 16, 1987

TREUVERKEHR LUXEMBURG
Aktiengesellschaft
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG
Réviseurs d'entreprises

Deutsche Bank Luxembourg S.A.

Assets

	Francs	Francs	31/12/1985 in 1000 LF
Current Assets			
Liquid assets:			
cash, postal cheque account, central banks	1,132,225,429		624
balances with banks, payable on demand or for periods up to 1 month	<u>60,450,507,414</u>		29,633,318
		61,582,732,843	29,633,942
Balances with banks for periods of more than 1 month		227,660,811,361	216,239,543
Bills discounted		494,333,072	1,761,570
Other advances		165,776,577,393	238,495,161
Securities:			
foreign state and municipal securities	27,337,967,028		29,606,743
other interest-bearing securities	9,513,389,335		5,715,969
other securities	<u>4,953,555,819</u>		4,266,298
		41,804,912,182	39,589,010
Miscellaneous		8,831,011,783	12,779,247
Fixed Assets			
Investments in subsidiaries		396,007,193	306,305
Real estate:			
at cost	100,401,200		100,401
less depreciation	<u>13,277,381</u>		10,090
		87,123,819	90,311
Furniture and equipment		36,698,966	33,018
		<u>506,670,208,612</u>	<u>538,928,107</u>

Balance Sheet December 31, 1986

Liabilities

	Francs	Francs	31/12/1985 in 1000 LF
Current Liabilities			
Liabilities to banks, payable on demand or for periods up to 1 month		144,597,289,689	225,670,324
Liabilities to banks for periods of more than 1 month		178,874,066,741	192,129,138
Deposits and current accounts:			
payable on demand or for periods up to 1 month	49,387,606,553		17,850,401
for periods of more than 1 month	<u>47,895,689,409</u>		8,825,441
		97,283,295,962	26,675,842
Debt instruments		22,590,987,488	25,206,451
Sundry creditors		2,802,643	2,067
Miscellaneous		9,158,331,205	19,028,869
Loan capital			
Subordinated loan		8,154,621,840	6,590,505
Capital and Reserves			
Capital	3,250,000,000		3,250,000
Legal reserve	325,000,000		325,000
Special reserves	1,925,000,000		1,925,000
Free reserve	<u>4,700,000,000</u>		3,956,000
		10,200,000,000	9,456,000
Provisions for contingencies and depreciation		35,056,985,576	33,418,911
Profit and Loss Account			
Balance brought forward	1,827,468		—
Profit for the financial year	<u>750,000,000</u>		750,000
		751,827,468	750,000
		<u>506,670,208,612</u>	<u>538,928,107</u>
Contingent Accounts			
Unutilized commitments		38,261,609,133	55,290,059
Contingent liabilities from guarantees		65,470,085,007	72,726,702

Profit and Loss Account

for the period from January 1, 1986 to December 31, 1986

	Francs	Francs	1985 in 1000 LF
Expenditure			
Interest and commissions		23,336,161,843	34,091,032
General expenses:			
salaries and wages	169,479,535		147,932
taxes and other contributions	500,096,186		500,754
other operating expenses	<u>62,727,664</u>		56,952
		732,303,385	705,638
Provisions for contingencies		4,371,643,676	5,103,920
Depreciations		18,489,336	15,985
Other expenses		2,988,240,693	7,167
Profit for the financial year		750,000,000	750,000
		<u>32,196,838,933</u>	<u>40,673,742</u>
Revenue			
Interest and commissions		27,551,700,082	39,133,403
Other income		2,168,090,378	1,125,518
Release of provisions for contingencies and depreciation		2,476,858,760	414,711
Extraordinary income		189,713	110
		<u>32,196,838,933</u>	<u>40,673,742</u>

